

M.E.S., Numéro 134, Vol. 2, mai – juin 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mis en ligne : le 25 juin 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2024

DU SOUS-GOUVERNEMENT DE L'ETAT AU CONGO-KINSHASA : Effet fatal de l'aliénation de l'économie par le capital transnational

par

Marcel MFUMU NTETE NENE-MAKUMBU

Assistant et Masterand,

Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques

Résumé

En 1960, l'Etat congolais accède à la souveraineté plutôt formelle que réelle car l'aliénation de son économie, dépossédée de son patrimoine économique et financier par la Belgique, extravertie et assujettie par les puissances occidentales à tous les niveaux (production, commerce, finances et technologie), soumet les gouvernants au diktat de l'Occident. En effet, ces enjeux économiques et financiers vont constituer le pilier de la géopolitique transnationale de l'Etat congolais, qui évolue en permanence dans les rapports soit conflictuels soit d'accommodation avec les forces hégémoniques mondiales en fonction des postures respectives des différents régimes de Kinshasa par rapport à la quête de l'indépendance économique.

Produit du système néocolonial, Mobutu ne saura pas mener une vraie lutte pour l'indépendance économique qu'il fait sienne : sa révolution mène plutôt à la consolidation d'un pouvoir personnel appuyé par une dévotion clientéliste à sa gloire, sans pourtant libérer l'économie ni son pouvoir de l'emprise étrangère. Combinés aux effets de la crise systémique de la dette qui est issue de son parrainage par l'Occident, les effets de la Perestroïka l'emportent en mai 1997 à la faveur de la guerre de l'AFDL. Mais, se plaçant aux antipodes des intérêts économiques et financiers de cette nouvelle géopolitique transnationale, le progressisme de L.D. Kabila pour l'indépendance économique ne fait pas long feu car il en paie le prix par son assassinat en janvier 2001.

Averti par le sort de L.D. Kabila, Joseph Kabila emprunte la voie opposée à celle de son prédécesseur en concédant aux bailleurs de fonds tout ce que leur a refusé ce dernier, en faveur du parrainage de son régime, partant du processus de pacification de Sun-City couplé du financement de l'économie contre les plans d'ajustement structurel : ainsi, la libéralisation et, surtout, la privatisation de l'économie qu'ils impliquent, sont disputées entre plusieurs puissants réseaux transnationaux autour du pouvoir de Kinshasa. C'est sur fond de ce désordre économique que son successeur, Felix Tshisekedi, se cherche entre la quête du financement extérieur sous l'emprise de ses bailleurs de fonds étrangers et la redynamisation de l'Inspection Générale des Finances (I.G.F) pour maximiser les ressources essentielles de l'Etat.

Mots-clés : *pouvoir, production économique, finances, souveraineté étatique et mondialisation.*

Abstract

In 1960, the Congolese State gained sovereignty, rather formal than real, because of the alienation of its economy, dispossessed of its economic and financial heritage by Belgium, extroverted and subjugated by Western powers at all levels (production, trade, finance and technology), subjects those in power to the diktat of the West. Indeed, these economic and financial issues will constitute the pillar of the transnational geopolitics of the Congolese State, which constantly evolves in either conflictual or accommodating relationships with global hegemonic forces depending on the respective postures of the different Kinshasa regimes. in relation to the quest for economic independence.

Product of the neocolonial system, Mobutu will not be able to lead a real struggle for the economic independence that he embraces: his revolution leads rather to the consolidation of personal power supported by a clientelist devotion to his glory, without however liberating the economy nor its power from foreign influence. Combined with the effects of the systemic debt crisis which resulted from its sponsorship by the West, the effects of Perestroïka prevailed in May 1997 thanks to the AFDL war. But, placing himself at odds with the economic and financial interests of this new transnational geopolitics, L.D. Kabila's progress for economic independence did not last long because he paid the price with his assassination in January 2001.

Warned by the fate of L.D. Kabila, Joseph Kabila took the opposite path to that of his predecessor by conceding to the donors everything that the latter refused them, in favor of the sponsorship of his regime, starting from the process of pacification of Sun- City coupled with the financing of the economy against structural adjustment plans: thus, the liberalization and, above all, the privatization of the economy that they imply, are disputed between several powerful transnational networks around the power of Kinshasa. It is against the backdrop of this economic disorder that his successor, Felix Tshisekedi, is searching between the quest for external financing under the influence of his foreign donors and the revitalization of the General Inspectorate of Finance (I.G.F) to maximize the essential resources of the State.

Keywords : *power, economic production, finance, state sovereignty and globalization.*

INTRODUCTION

Cette présente réflexion, fondée sur le paradigme matérialiste du politique, est à l'antipode de la science politique institutionnaliste et positiviste, qui vante la toute-puissance de l'Etat sur toute autre forme d'organisation sociale-locale ou extérieure- alors que la réalité, particulièrement des pays économiquement sous-développés, lui apporte aussi et souvent de démentis cinglants. Mettant l'accent sur la place fondamentale de l'économie dans la formation sociale, elle dévoile la fragilité politique avérée de ces Etats économiquement pauvres, dans l'exercice de la plénitude de leur souveraineté tant sur le plan interne que dans le concert des nations.

En effet, directement ou indirectement, le pouvoir et la production économique restent inséparables : les rapports des pouvoirs ne sont pas extérieurs aux rapports socio- économiques en général ; il n'existe pas de rapports d'extériorité entre l'Etat et l'économie, ou entre les systèmes politiques et les niveaux de développement économique et technique des pays. Ainsi, penser l'autonomie de la politique par rapport à l'économie conduit spontanément à une perception erronée du pouvoir d'Etat, dans lequel s'imbriquent pourtant politique et économie à tous les niveaux. Faute de cette analyse pratique des rapports entre la politique et l'économie, les gouvernants congolais persistent dans cette erreur des pères de l'indépendance qui ont consacré toute leur énergie dans la tenue de la Table ronde politique au détriment de la Table ronde économique¹.

Ainsi, nous montrons comment les enjeux économiques et financiers transnationaux tiennent le destin politique de la RDC à travers trois points essentiels après cette introduction qui s'achève: La RDC, terrain de l'économie et de la finance transnationales (I) ; La RDC, pays à la classe dirigeante étrangère (II) et TSHISEKEDI et la « République en faillite » (« Mboka esi ekufa »), enfin une conclusion met un terme à la réflexion.

I. LA RDC, TERRAIN DES ENJEUX ECONOMICO-FINANCIERS TRANSNATIONAUX

1.1. Impact sur le destin politique de la RD Congo

De son divorce d'avec ses partenaires ou parrains de l'A.F.D. L, L.D. KABILA dévoile dans les médias : « Museveni l'a dit aux ministres des affaires étrangères de la SADC...que le Congo a besoin d'un dirigeant faible car Kabila est trop fort : on lui dit faites ceci, il refuse. Et qu'est-ce qu'on nous disait de faire ? de donner à Museveni et à ses frères des concessions...parce qu'ils s'y trouvaient déjà, je ne sais pas s'ils coopéraient avec les autres les mobutistes, ils y avaient des concessions ».

En effet, ce statut du Congo comme gâteau à partager par les forces transnationales date depuis la Conférence de Berlin de 1885, qui dévoila finalement les motifs économiques et financiers d'exploitation coloniale qui ont nourri les appétits territoriaux des puissances européennes naissantes-au 19^{ème} siècle- qui se disputèrent des privilèges autour du Bassin du Congo à la faveur de leurs trafics commerciaux et dont les effets restent pérennes jusqu'à nos jours. Contre cette garantie au profit des autres puissances, Léopold II a réussi à négocier un territoire aussi vaste que l'Europe occidentale pour arriver à obtenir la reconnaissance, le 28 avril 1885, d'un Etat Indépendant du Congo à l'issue de la Conférence de Berlin qui a débuté le 15 novembre 1884.

Avec Henry Morton Stanley, Léopold II était suffisamment déjà avancé et avait mobilisé des ressources financières auprès de grands bailleurs de fonds contre les garanties qu'offraient les traités signés avec les chefs locaux². Ainsi, les activités économiques et commerciales se concentrent entre les mains des seuls colons et sont sous leur total contrôle au détriment des autochtones. Et la politique salariale se fonde

¹Pourtant, trois années avant l'indépendance qui s'annonçait imminent, un groupe de congolais déjà avisés, faisait exception en se demandant : « Qui oserait parler d'émancipation véritable si la direction de toute la vie économique, la propriété des entreprises industrielles, agricoles et commerciales, devraient indéfiniment rester, d'une manière exclusive, entre les mains d'Européens ? » : BOSAGA SUMAILI pene KANGOLINGOLI, L'avatarisme de la classe politique congolaise : analyse de quelques cas de figure entre 1957-1997, perspectives et pistes alternatives in *cahiers EUGEMONIA*, vol. III n°1, Juin-Décembre 2016, p.84

²La stratégie consistait à créer de monopoles ; afin d'entamer l'œuvre gigantesque que représentait le désenclavement de l'Afrique, il fallait disposer des capitaux énormes, et les investisseurs ne les apporteraient que s'ils obtenaient des avantages économiques sous la forme de monopoles et de concessions dans des régions ayant des richesses naturelles et un potentiel commercial avérés. L'administration coloniale échangeait la terre contre les capitaux et promettait en main -d'œuvre bon marché et la population faisait alors de gré ou de force son entrée dans un marché mondial globalisé avec toutes ses conséquences. En effet, ce traité prévoyait la cession du droit unique et exclusif de pratiquer l'agriculture, du droit unique et exclusif d'aménager les routes, de faire du commerce, etc. La chasse à l'ivoire et surtout la cueillette du caoutchouc s'était avérée une entreprise lucrative bien avant la découverte des minerais katangais, du diamant du Kasai, de l'or de l'Ituri et leur mondialisation à travers l'industrie et les circuits financiers internationaux. Les structures administratives mises en place au Congo étaient au service de ces capitaux étrangers.

sur la base d'une épargne forcée en faveur de ce capital étranger. Sous-payés, les noirs congolais ne pouvaient pas dégager une quelconque épargne. Quand bien même certains individus pouvaient dégager une épargne, la législation coloniale ne permettait pas aux indigènes de se lancer dans les activités industrielles, dans le grand commerce et dans l'exercice des activités bancaires.

La conséquence c'est que la constitution du capital par les autochtones était une chose matériellement et personnellement impossible. Leader éclairé, Lumumba maîtrisait déjà les enjeux d'un libéralisme aveugle et le dénonce : « *Le Congo ne doit pas être un marché international où la porte est ouverte même aux ennemis. Nous voulons faire entrer au Congo des peuples amis et non n'importe qui pour le simple fait que l'acte de Berlin nous l'impose. Le Congo doit être nationalisé. Qu'on rembourse aux actionnaires du Congo leurs parts sociales c'est-à-dire aux signataires de l'acte de Berlin. Aucun pays au monde ne doit être internationalisé. Nous vivrons avec nos amis et non avec les exploités* »¹

En cause, toute l'économie moderne est extravertie ; et l'indigène a une activité rudimentaire, soit un emploi subalterne de bureau, commis sténodactylo, soit une activité quelconque dans l'agriculture archaïque. Et, pour cette dernière activité, la polyculture familiale jusqu'aujourd'hui encore pratiquée ne pouvait pas permettre un rendement susceptible d'assurer un surplus adéquat. Par conséquent, tous les vestiges du régime féodal se voient encore aujourd'hui dans nos populations presque dans tous les domaines de la vie, la ruralisation de nos villes est un phénomène d'emblée observable dans toutes nos structures. Cette lecture a permis à Lumumba de lancer l'alerte : « *J'invite tous les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, de se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrera notre indépendance économique* »².

Toutefois, le pouvoir néocolonial ne permettra pas l'absorption des structures de l'économie féodale par des structures plus modernes de l'économie capitaliste au profit des opérateurs indigènes. C'est ainsi que par les contraintes du néolibéralisme, les activités modernes de type capitaliste et toutes leurs structures sont jalousement restées concentrées entre les mains des firmes étrangères, appartenant en grande partie aux ressortissants des anciennes métropoles avant de basculer dans un passé plus ou moins récent entre les mains des asiatiques : libanais, indiens, pakistanais, chinois, japonais, coréens.

1.2. Le pouvoir est puissamment économique

L'on doit se rendre compte que toute pauvreté économique systémique favorise généralement un gouvernement-de l'Etat- moribond, à l'instar de ce que reflète le Congo-Kinshasa : « *Lorsque Mobutu s'empare du pouvoir en 1965, la situation économique du Zaïre est catastrophique. Le pouvoir du gouvernement central est réduit à peu de chose* »³. Ceci prouve que la notion de l'imperium, comme rationalisation juridique de l'Etat entendue comme puissance publique, est rendue métaphysique par la complexité de la réalité socio-économique, qui fait apparaître un phénomène ignoré par les juristes, à savoir l'imbrication des faits politiques et économiques dans la puissance des Etats.

En effet, la République Démocratique du Congo, comme la plupart de nouveaux Etats indépendants en Afrique, est en fait un appendice perpétuant la domination des puissances économiques et financières transnationales, malgré des réformes politiques et institutionnelles initiées par des dirigeants indigènes pour exercer réellement leur souveraineté jusque-là théorique. Parmi ceux qui l'ont compris figure Amina Traoré , qui martèle sur l'échec de toutes les expériences africaines pour avoir ignoré les questions économiques pourtant essentielles dans ces crises structurelles. Ainsi, affirme-t-elle à ce propos : « *L'alternance politique ou le changement de régime politique ne suffit pas, c'est le changement du paradigme économique qui s'impose* »⁴

C'est dans ce cadre que Kabuya-Lumuna, déplorait le négationnisme économique tant de l'élite intellectuelle que politique disant qu'« *Il est étrange de voir à quel point le débat économique est éloigné du débat politique. Déjà à la Table Ronde belgo-congolais...toute l'attention des Congolais fut accaparée par l'aspect politique de la répartition et de l'organisation du pouvoir. La Table économique fut mal suivie et devint un marché de dupe. Les grands commerçants nationaux s'étaient déjà méfiés et retirés de la politique [...] même à la Conférence Nationale Souveraine, le débat économique fut essentiellement celui du diagnostic du pillage, sans qu'il n'en sortît de grandes tendances de mobilisation des ressources (...)* »⁵.

¹MANDWAKILA, *Congo, un mémoire à venir*, Ed. Nzete ya Mbila, Kinshasa, 2010, p.8

²Idem. p.13

³ Comité-Zaïre ; *Op.cit.*, p.101

⁴AMINATA DRAMANE TRAORE, vu sur Youtube, le 20 mars, 2023

⁵KABUYA LUMUNA, *Pouvoir et libertés : La transition au Congo-Zaïre (Triomphe et crise de l'idée démocratique)*, Kinshasa, Editions SECCO & I.D.C. asbl., 1998, p.274

En effet, la souveraineté de l'Etat est un jeu dialectique d'entre le pouvoir et la puissance, qui fait de la responsabilité (politique) une question pendante de la capacité (économique) : le pouvoir s'exerce mieux par la puissance tandis que celle-ci matérialise l'existence du pouvoir. Car, tout pouvoir sans puissance met en danger l'existence de la société ; c'est le paradoxe du pouvoir, dit Bongeli¹ : la puissance est ainsi l'élément substantiel du pouvoir. La souveraineté de l'Etat évolue sous ce double impératif qui voudrait que les Etats fassent « *la politique de leurs moyens économiques* » ou aient au préalable « *les moyens économiques de leur politique* ». La responsabilité politique permet de développer les capacités économiques pour assurer une indépendance réelle du pays.

Dialectiquement donc, ce sont les capacités économiques nationales qui facilitent la responsabilité politique, prégnante à la souveraineté nationale. C'est exactement ce que Pascal Boniface souligne : « *La puissance économique est désormais le critère majeur. Elle est la source des autres atouts, dont la puissance militaire. Un pays qui ne serait pas riche aurait plus de difficultés à développer une armée puissante, un système éducatif performant, un modèle social cohérent, etc.* »²

En dernière analyse, le combat consiste en la quête ou la conquête des capacités économiques (et financières) pour l'émancipation intégrale de la société exercée par leurs gouvernements respectifs. Ainsi dit Ngoma-Binda : « *La lutte s'organise en faveur de la vie. Elle apparaît comme l'étape ultime du processus de libération : la libération économique se donnant pour soubassement à la vie et à la force des deux autres types de libération. La puissance économique permet la puissance politique et la puissance culturelle* ».³

En cause, la RDC se trouve mutatis mutandis dans la même situation d'un Etat sans puissance : c'est-à-dire de la fragilité de l'Etat et de sa malléabilité, faute d'un modèle d'accumulation introverti à la faveur de « *contraintes extérieures* », sous l'impulsion des milieux politiques et d'affaires transnationaux. Ainsi que le dit M. DUVERGER : « *C'est une illusion que séparer le pouvoir politique du pouvoir économique car le second exerce sur une puissante pression sur le premier* »⁴. Quoi dire d'autre si l'un des plus grands d'entr'eux, Napoléon Bonaparte, déclare lui-même : « *Quand l'argent d'un gouvernement dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation, car la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit* »⁵!

II. LA RDC, PAYS A LA CLASSE DIRIGEANTE SOUS UNE GUIDANCE ETRANGERE

2.1. Mobutu, un géant aux pieds d'argile

Comme souligné précédemment, arrivé au pouvoir, Mobutu se rend compte de la réalité du pouvoir d'Etat, que les « *contraintes extérieures* » - relayées de l'intérieur- ne le prédisposent pas à exercer souvent la plénitude de la puissance publique, mais à subir souvent le diktat des entités économiquement et financièrement puissantes. Il exprime sa frustration sous la couverture et en l'honneur de LUMUMBA en ces termes : « *Gloire et honneur à cet illustre Congolais, à ce grand africain, premier martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba...Parce qu'il avait vu clair, parce qu'il avait compris que l'indépendance politique ne vaut rien du tout si elle ne repose sur une véritable indépendance économique ; parce que l'indépendance du Congo risquait de marquer la fin de la domination de certains pays développés* »⁶.

Produit du néo-colonialisme et, surtout, de l'américanisme désormais dominant, Mobutu va bénéficier du soutien du FMI et de la BM grâce au soutien des Etats-Unis d'Amérique, qui lui sont quand-même superficiellement venus en aide (par la dévaluation et l'emprunt) pour entre autres calmer ses ardeurs contre l'Occident en général et la Belgique en particulier pour l'accaparement du patrimoine économique congolais par cette dernière (contentieux belgo-congolais). La dévaluation de 1967, sous l'initiative et l'encadrement du FMI, va permettre d'augmenter les profits des entreprises-étrangères-d'exportation, et une taxation accrue renflouera les caisses de l'Etat. Cerise sur le gâteau, les cours du cuivre principalement (et d'autres produits agricoles d'exportation), produit à la base de 70% des recettes en devises pour l'économie congolaise, connaissent aussi un redressement important qui durera jusqu'au tout début de la décennie 70, avec une forte parité du Franc congolais par rapport au dollar.

Sous le coaching du pouvoir capitaliste étranger, Mobutu est donc encouragé à emprunter et à mettre sur pieds un ensemble de projets énormes, plus prestigieux que porteurs, qui profitent d'abord aux entreprises étrangères : ces investissements sont connus sous le nom évocateur d' « *éléphants blancs* ». Cette industrie de base que le Zaïre développe n'étant pas intégrée dans une planification du développement réel

¹ BONGELI, Y.Y., *Sociologie politique*, Paris, L'Harmattan, 2018, p.

² BONIFACE, P., *Comprendre le Monde. « Les relations internationales expliquées à tous »*, Armand Colin, 2017, p.72

³ NGOMA-BINDA, *La pensée politique africaine contemporaine*, Paris, L'Harmattan, p.366

⁴ Maurice DUVERGER, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, PUF, 1990.

⁵ John FARNDON, *50 idées qui ont changé le monde*, Paris, Express Roularta Editions, 2012, p.95

⁶ "Festivités du premier anniversaire du Régime de Mobutu", 1966, pp. 13-15

; la vente par les industries capitalistes étrangères de biens d'équipements inappropriés et même non rentables, le profit étant garanti pour les vendeurs de technologie.

En réalité, son progressisme décliné par son discours historique à la tribune de l'ONU en octobre 1973 est apparent. On peut noter avec G. DEVIN : « *Il ne faut pas toujours séparer la classe des gouvernants de celle du monde des affaires car elles ne sont pas forcément opposées* »¹. Qui dit mieux lorsqu'il est affirmé que : « *Une autre pratique de l'Etat zaïrois est de confier à des sociétés étrangères des monopoles pour des secteurs entiers* »². En effet, pour le besoin de la cause, la zaïrianisation (nationalisation de l'économie) qu'il entreprend, ne permettra jamais une réelle émancipation économique, ni ne profitera à l'introversion de l'économie du pays sans logiquement avoir entamé les intérêts du grand capital occidental.

On note par ailleurs : « *Mais, même lorsque la propriété passe à l'Etat, le contrôle effectif, et même la gestion courante, sont confiés à des sociétés étrangères. Celles-ci gardent des atouts importants : par exemple, l'accès au financement, la commercialisation des produits, la fourniture de biens d'équipement et d'approvisionnement, la maîtrise technologique et de la gestion, etc...La production reste alors contrôlée -jusque dans la gestion quotidienne- par les sociétés étrangères, l'Etat se contentant de participer aux bénéfices* »³.

Car, avec la zaïrianisation, « *la nouvelle petite bourgeoisie zaïroise exerce son contrôle sur les petites et moyennes entreprises...Les grands trusts n'ont finalement pas été inquiétés par les mesures de zaïrianisation.* »⁴. Comme effets catastrophiques d'une dévolution clientéliste d'une grande partie de l'appareil productif et commercial moderne, les mains inexpertes et la gabegie financière caractérisée des acquéreurs de ces biens zaïrianisés présageaient probablement qu'aucun profit ne soit jamais réalisé par les acquéreurs après leur mise en fonctionnement ; ni la radicalisation n'y apportera aucun remède.

Ainsi, l'inadéquation et le décalage entre les échéances de remboursement et les taux d'intérêts exorbitants par rapport aux richesses produites, la crise de la dette, qui s'aggrave avec les effets du choc pétrolier de 1973, engendre la récession économique comme source de la crise cyclique de la dette, nouvel instrument politique du néo-colonialisme à la base de la crise économique chronique du pays. En effet, la baisse de 50% à la fin de 1974 des cours du cuivre, s'accompagnant d'un quadruplement du prix des produits pétroliers importés ; la dégradation de la situation économique provoque et se nourrit de la crise de la dette : en 1976, sa situation d'endettement impose au Zaïre de solliciter un rééchelonnement auprès de ses créanciers extérieurs publics et privés, et d'accepter en contrepartie des mesures d'ajustement de son économie et de ses finances.

La conséquence est l'imposition du régime de sous-traitance politique par des « plans d'ajustement structurel », très formalisé au début des années 1980 : l'économie est totalement sous la direction des technocrates des institutions financières internationales, à l'occurrence la B.M. et le F.M.I pour rendre solvable le pays vis-à-vis de bailleurs des fonds du Zaïre, qui n'en sortira pas faute d'un modèle autonome d'accumulation du surplus économique. Lâché donc par l'Occident à la faveur du nouvel ordre mondial impulsé à la chute du Mur de Berlin, sans aucune légitimité interne à cause de la pauvreté et la misère des masses, le glas de Mobutu sonna !

2.2. Joseph kabila, Mobutu de l'ère démocratique

Sous un scénario mutatis mutandis semblable à l'émergence de Mobutu dans la neutralisation de Lumumba en 1960 et de Tshombe et Kasavubu en 1965, J.Kabila bénéficie de la même propagande caractéristique du jeu du pyromane /sapeur-pompier : après la mort préméditée du souverainiste et progressiste L.D.Kabila⁵, les marionnettistes qui ont provoqué les guerres de l'AFDL puis du RDC/MLC contre le pouvoir de Kinshasa et qui y ont mis fin , officiellement par l'entente entre les congolais à travers l'Accord global et inclusif de Sun-City , créent un héros qui doit porter cette gloire : « *Kabila l'unificateur, le pacificateur et le bâtisseur* ».

Les analystes avisés comprennent déjà que c'est un régime de sous-traitance politique qui s'installe au Congo-Kinshasa au profit du grand capital, comme en témoigne cette affirmation D.Millet : « *L'assassinat de*

¹ Guillaume DEVIN (s/d), *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS Editions, 2015,220 pages

² Comité-Zaïre, *Op. Cit.*, p.103

³ *Idem*, pp.102-103

⁴ *Ibidem.*, pp.121-123

⁵ Ainsi, mobilise-t-il le peuple : « *C'est important que le peuple sache pourquoi tous ces gouvernements étrangers sont actuellement coalisés contre la RDC. C'est tout simplement parce que nous avons refusé d'avoir des maîtres, des patrons. Nous décidons tout nous-mêmes. Ce n'est pas la coutume politique dans ce pays. Pour se développer ce pays a besoin de sa souveraineté. Les anciens patrons, les anciens dirigeants du Congo ont raison de nous détester* » Extrait du Discours de L.D. KABILA, à l'occasion du premier anniversaire de sa prise du pouvoir : « *Nous avons refusé d'avoir des maîtres* », dans *Solidarité internationale*, n°144, mai-juin 1998.

L.D.Kabila le 16 janvier 2001, et son remplacement par son fils Joseph, bien plus malléable, marquent un tournant décisif. Qu'entreprend donc Joseph Kabila pour que son pays se mue en bon élève et s'attire la confiance et les faveurs de la communauté financière internationale ? Il concède tout ce que son père avait refusé. Sur le plan économique, il définit des options libérales et opte pour un mode de développement axé sur la promotion des exportations afin de fournir les capitaux nécessaires au remboursement de la dette léguée par Mobutu. Surtout il soumet son pays aux directives d'un ajustement structurel mis au point dès mars 2001 par le FMI et la Banque mondiale »¹.

En effet, rien de concret n'est perçu sur le terrain du décollage économique et du développement socio-économique du pays. Kabeya-Tshikuku s'y interroge d'ailleurs : « Comment, en effet, raisonnablement soutenir que les appareils d'Etat portent avec succès l'ensemble des responsabilités politiques, économiques et sociales de leurs peuples, tout en ayant leurs systèmes fiscaux et financiers sous la supervision tutélaire des bailleurs de fonds et des créanciers extérieurs ? Comment réussiraient-ils un tel pari avec l'ensemble des ressources naturelles du pays exploitées, non pas selon les besoins intérieurs, mais conformément aux initiatives spontanées des investisseurs venant de nulle part et susceptibles de se redéployer ailleurs à n'importe quel moment ? »²

C'est ainsi qu'après son élection, le Président Joseph Kabila tournera son regard vers la Chine et a obtenu un contrat de 9 milliards de dollars sous forme de troc³. Récusé et sous pression du FMI et la BM, le montant du contrat sera rabaisé à 3 milliards de dollars, avec comme motif, ridicule d'ailleurs, d'éviter que l'élan du redressement de l'économie ne soit perturbé. Alors que l'atteinte du « Point de décision » et du « Point d'achèvement » exaltés comme résultats de performances économiques dues au DSCR/P/PPTE ne relèvent que de la poudre aux yeux, c'est-à-dire un pur marketing politique pour encourager les sacrifices du peuple en faveur du remboursement de la dette de plus de 12 milliards légués par le Régime Mobutu au régime Kabila. D. Millet nous conforte : « Les Programmes d'ajustement structurel, aujourd'hui rebaptisés par euphémisme "Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté" n'ont pas apporté des solutions aux problèmes du Congo en crise. Au contraire, ils les ont accentués. Ils n'ont été qu'un moyen de soutirer les rares ressources encore disponibles des secteurs sociaux et de les transférer au Nord »⁴

Devant la réalité d'un gouvernement sous perfusion financière des bailleurs de fonds, Joseph Kabila est réellement fatigué et lâche au parlement : « Les congolais semblent fatigués d'entendre parler d'excédents budgétaires et de stabilité du cadre macroéconomique alors que les conditions de vie des populations ne s'améliorent pas dans les mêmes proportions... »⁵. En effet, c'est la conséquence de toutes les réformes structurelles-institutionnelles et sectorielles du système marchand conçues au gré des intérêts économiques et financiers transnationaux de l'ajustement structurel⁶. Ce que dévoile BONGELI-Emile, longtemps membre du gouvernement, en sont les méfaits les plus ridicules : « La RDC est arrivée au niveau d'être nourrie et entretenue comme un bébé à qui l'on impose tout. Aujourd'hui, l'affaire de la RDC, c'est l'affaire de la communauté dite internationale qui choisit la marque des voitures ministérielles, le type d'ordinateurs, de logiciels, de fournitures du bureau... Bref, on reçoit tout d'elle »⁷.

Le discours sur l'attitude nationaliste et souverainiste tardive de Joseph Kabila, notamment sur la révision du code minier en faveur de la R.D.C, relève d'un divorce manifeste⁸. L'économie totalement entre les mains étrangères, est disputée entre plusieurs réseaux d'influence autour du pouvoir, un désordre non toléré par les puissances hégémoniques occidentales lui vaudra la fin apparemment du mandat constitutionnel, mais réellement aussi voulue par les parrains originels du régime de Joseph Kabila⁹.

¹ MILLET, D., *Op.cit.*, pp.180-181

² KABEYA-TSHIKUKU, « La gouvernance du développement en Afrique post-coloniale (1960-2010) » in *Anticipation et prospective africaine*, vol II, n°1, Mai 2010, p.69

³ L'exploitation des mines congolaises par les firmes chinoises est négociée contre la construction par celles-ci des infrastructures de base au pays dans le cadre d'un vaste programme de reconstruction dénommé « 5 chantiers de la République » dans les secteurs respectifs de la santé, de l'éducation, de l'énergie (l'eau et l'électricité), des routes et de l'agriculture.

⁴ Mamimami KABORE, Raisons et déraison de la dette, « Dette publique extérieure de la République démocratique du Congo » in *Alternatives du sud*, Vol. IX (2002)2-3, Paris, l'Harmattan, 2002, p.166

⁵ Extrait du discours du Président J. Kabila à la session du congrès le 15 décembre 2012

⁶ « Aucun pays ne peut s'abandonner à des forces extérieures. Il y aurait des effets d'ajustement qui s'exerceraient sur lui d'une manière continue. L'objectif d'indépendance est ainsi l'objectif essentiel », Jacques FONTANEL, *Action économique de l'Etat*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.15

⁷ BONGELI, Y.Y., *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, Paris, L'Harmattan, 2008, 243 pages

⁸ Le député Toussaint Alonga hausse le ton à peu près en ces termes : "Il ne s'agit pas d'un intérêt public que défendrait Kabila contre les intérêts privés... Parce que nous nous sommes battus au parlement depuis longtemps pour revoir ce code minier sans succès. Car c'est le réseau politico-financier conduit par nos compatriotes du régime qui sont en divorce avec leur soutien extérieur majeur et non une question du patriotisme ou de souverainisme, Interview sur la Radio Top Congo, le 20 avril 2016.

⁹ Le 16 juillet de 2016, à la lisière des communes de Kasa-vubu et de Lingwala dans la ville de Kinshasa, Etienne Tshisekedi qui revient d'un long séjour en Belgique déclare lors d'un meeting au boulevard Triomphal : « Les décideurs du monde ont décidé que c'est fini le mensonge Kabila... il n'y aura pas un troisième mandat pour Kabila »

Comme Mobutu l'a fait en son temps, le régime Kabila déclenche une campagne anti-occidentale à travers ses partisans pour sauver les apparences, car les analystes avisés savent que : « *Les dirigeants à la solde des puissances occidentales ont toujours parfois eu le culot de masquer leur soumission caractérisée derrière des discours nationalistes auxquels les populations sont très sensibles* »¹.

III. TSHISEKEDI ET LA REPUBLIQUE EN FAILLITE (« *Mboka esi ekufa* »)

3.1. Le voyage à l'étranger « *faute de ce qu'on aime* »

A sa prise du pouvoir, et en si peu de temps, le nombre record de voyages à l'étranger du Président Félix Tshisekedi est le fait à la base d'un débat houleux entre les partisans et les adversaires du régime Tshisekedi. Manifestement et à en croire la réaction du gouvernement à ses détracteurs, le Président est en quête des capitaux étrangers, notamment des emprunts, investissements étrangers et aussi de l'aide public au développement pour remettre le pays économiquement sur les rails, car le régime de Kabila lui a légué « *Mboka esi ekufa* » (*un pays en faillite*), affirme-t-il !

Conséquence de désinvestissement dû à la libéralisation et la privatisation sur fond du désengagement de l'Etat au profit du capital étranger, l'Etat est longtemps réduit à sa plus simple expression pour jouer simplement au soulagement des plus démunis par les programmes du DSCR. En effet, ce que Kabuya-Lumuna souligne déjà sous Mobutu, va s'amplifier sous Joseph Kabila : « *Le Résultat ? On parle plus d'ONG de développement. Mais, dans un monde moderne de compétition capitaliste, quel pourra être le poids d'une ONG de développement ? (...) Mais pourquoi tout se passe -t-il comme si le libéralisme ne pourrait être que celui des Etrangers ? Tandis que l'Etat lui-même n'aurait que le rôle de panser un peu la pauvreté ?* »²

En effet, toute l'économie moderne, capitaliste et formelle ainsi que son secteur financier échappent aux congolais : la grande part des biens industriels consommés sont importés alors que les produits potentiellement porteurs de l'industrie congolaise sont exportés à l'état brut par les entreprises étrangères, fait qui reflète une économie désintégré. Le secteur bancaire fondé des banques commerciales, toutes étrangères, occupe l'exclusivité du secteur financier et contrôle tous les capitaux du pays : Equity BCDC(Kenya), Raw Bank(indie), Ecobank(Togo), BGFI Bank(Gabon), Afriland First Bank(Cameroun), City Bank (Etats-Unis d'Amérique), FNB, First Bank of Nigeria (Nigeria), UBA(Nigeria), BOA, Banque of Africa(Nigéria), SOFIBANK(Liban), TMB, Trust Merchant Bank(Israël). Avec la vente, en fin 2008, de la seule banque à capitaux 100% congolais, la BIC et le rachat de 50% des parts congolaises de la BC par des actionnaires étrangers moins bien connus, le secteur bancaire de la RDC est sous la coupe de grands groupes bancaires internationaux connus, qui détiennent 100% des capitaux.

Le niveau d'activités du secteur bancaire en RDC demeure encore très faible à cause de la petitesse de l'économie congolaise, donc de la pauvreté des congolais. Le niveau d'intermédiation financière de ce pays est l'un des plus bas au monde et le rôle du secteur bancaire est très limité. Pour preuve, la nature des comptes et la clientèle accessible au crédit en disent presque tout : la moitié est constituée de comptes d'entreprises. Les couts d'accès aux services bancaires demeurent prohibitifs pour la majorité des congolais bien que des banques relativement nouvelles telles que la Procredit Bank et Equity BCDC tentent d'y remédier progressivement. La clientèle des banques en RDC étant constituée principalement de grandes entreprises, des organisations internationales et autres agences des Nations-Unies, de grandes entreprises du portefeuille de l'Etat, des ONG et quelques autres gros et peu nombreux particuliers triés sur le volet et capables de faire face aux couts de quelques services bancaires rentables que les banques offrent.

Et, en effet, le financement de l'économie congolaise par ces banques représente un ratio de 7,4% qui est le rapport crédit/PIB, parmi les plus faibles au monde, alors qu'il y a des pays en Afrique dont ce ratio peut aller de 120 à 140 %, expression d'un financement largement consistant des entreprises par les banques. Par ailleurs, malgré les mesures prises par le régime Kabila pour le rapatriement de 40% de recettes d'exportation pour les entreprises minières afin de résoudre tant soit peu le problème du financement de l'économie, le problème complexe de la dollarisation, la situation semble toujours chaotique même à l'avènement du nouveau régime.

3.2. La redynamisation de l'I.G.F pour « *aimer ce qu'on a* »

« *Faute de ce qu'on aime, on aime ce qu'on a !* ». Sans moyens financiers consistants ou conséquents pour financer les projets de développement, le gouvernement congolais s'est vu obligé d'utiliser la puissance publique, à travers l'I.G.F. (Inspection Générale des Finances), longtemps en veilleuse depuis sa création en

¹ MILLET D., *Op.cit.*, p.34

² KABUYA-LUMUNA, *Pouvoir et libertés : La transition au Congo-Zaïre (Triomphe et crise de l'idée démocratique)*, Kinshasa, Editions SECCO & I.D.C. asbl., 1998, p.275

1987 par le régime de Mobutu, pour mobiliser les moyens financiers nécessaires en vue de répondre à la mesure du possible aux projets qui valent pourtant des milliards de dollars américains.

Il est établi par nombre de spécialistes que l'Etat congolais dispose d'un potentiel financier et fiscal important, capable de ramener son budget à plus de 50 milliards de dollars chaque année. Car, les enquêtes menées par les agences spécialisées de l'ONU et concluant sur un manque à gagner du Trésor public de plus de 15 milliards de dollars par an, ont été confirmées par d'autres structures locales spécialisées. Tout le problème reste celui de l'élargissement de l'assiette fiscale, de la mobilisation des recettes et, surtout, d'une gestion saine de ressources publiques qui permet d'arrêter ce qu'on a qualifié de « coulage des recettes », par la lutte contre la corruption, les malversations financières et le détournement de deniers publics, la fraude et l'évasion fiscale, etc. pour augmenter les moyens de financer les projets de développement.

Mais, une autre opinion souligne plutôt que c'est une exigence des bailleurs de fonds, relayée par leurs filiales sur place au pays, les banques commerciales susmentionnées, qui auraient exigé au gouvernement Tshisekedi de montrer sa capacité à rembourser les dettes par la mobilisation et la maximisation des recettes de l'Etat à court terme, notamment par une gestion saine des finances publiques.

CONCLUSION

L'imperium comme instrument de la souveraineté de l'Etat pour remplir les missions relatives à la défense de l'intérêt général et l'accomplissement du bien commun, devient fragile ou chimérique si toute une économie nationale est tributaire de l'hégémonie transnationale. C'est l'Etat et toute sa société qui deviennent un simple appendice du système marchand mondialisé, en évoluant au gré des ajustements qui y sont opérés sous le diktat de forces hégémoniques qui en contrôlent la dynamique. Pour l'affirmation de l'Etat-nation, la lutte de l'appropriation et du contrôle de l'économie s'impose comme l'étape ultime du processus de libération. Car, l'appropriation de la puissance économique permet l'expression de toutes les autres formes de puissance : notamment politique et culturelle.

Mais, au lieu d'une lutte sacrificielle pour une relative indépendance économique, l'Etat continue de s'embourber non seulement dans la libéralisation aveugle de l'économie puis dans la privatisation du patrimoine public, visiblement comme contrepartie du financement de la relance ou du développement économique et social. En effet, le cas échéant, les gouvernants ne peuvent pas réellement contrôler l'appareil productif ni les circuits du financement de l'économie, mais susceptibles d'en être soumis parce qu'ils en tirent les revenus de leur domination et de leur prestige social. Ainsi, sans maîtrise de l'économie, des ressources naturelles ainsi que des revenus qu'elle implique, la souveraineté de l'Etat demeure un leurre.

A cet effet, l'on ne peut pas traiter l'économie et le politique comme des instances séparées dans la structure sociale car ils en sont consubstantiels. Toute organisation-politique-de la société suppose en filigrane une infrastructure économique conséquente comme support de son existence ou de son affirmation souveraine. Donc le lien entre pouvoir et production économique rend indissociables le pouvoir politique et le pouvoir économique dans la construction et l'exercice de la souveraineté des Etats, en déterminant leur puissance relative tant sur le plan interne que dans le concert des nations.

BIBLIOGRAPHIE

- BONGELI, Y.Y., *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, Paris, l'Harmattan, 2008
- BONGELI, Y.Y., *La sociologie politique*, Paris, l'Harmattan, 2018.
- BONIFACE, P., *Comprendre le Monde*, Paris, Armand Colin, 2017
- COMITE-ZAÏRE, *Zaire. Le dossier de la recolonisation*, l'Harmattan (Paris)-vie ouvrière (Bruxelles), 1978
- KABEYA-TSHIKUKU, « La gouvernance du développement en Afrique post-coloniale (1960-2010) » In *Anticipation et prospective africaine*, vol II, n°1, Mai 2010
- MILLET, Damien ; *L'Afrique sans dette*, éd. CADTM(Liège)/Syllepse(Paris) ,2005
- MAMIMAMI KABORE, *Raisons et déraison de la dette*, « Dette publique extérieure de la République Démocratique du Congo » In *Alternatives du sud*, Vol. IX (2002)2-3, Paris, l'Harmattan, 2002